**Le danger que représente l’expansion d’Amazon en France pour les petits commerces ... et la complicité du Gouvernement**

**1.L’e-commerce cause des difficultés économiques du commerce non alimentaire**

Entre 150 000 et 300 000 emplois sont menacés dans le commerce spécialisé du fait de la fermeture imposée sans annulation des loyers commerciaux, des taux d’intérêt du PGE mais aussi de la perte de chiffre d’affaire entraînée par la concurrence agressive de la vente en ligne. > **Procos et EY Parthenon,** [**Commerce spécialisé : une chance pour la France**](https://www.procos.org/images/procos/presse/2020/Conference_30_juin_2020/livre_blanc_EY_procos.pdf)**, juin 2020**

1 emploi créé dans l’e-commerce est responsable de la destruction de 4,5 emplois dans le commerce traditionnel aux États-Unis, avec 670 000 destructions nettes entre 2008 et 2020. Une étude d’UBS annonce même 75 000 fermetures de magasins d’ici 2026 dans le pays! > **Allianz & Euler hermes,** [**The View : Retail Sector in the US : Towards destructive destruction,**](https://www.eulerhermes.com/content/dam/onemarketing/ehndbx/eulerhermes_com/en_gl/erd/publications/pdf/20200122theviewretail.pdf) **juillet 2020 > UBS, U.S. Retail Which Subsectors Need to Close the Most Stores? 9 avril 2019**

La France pourrait bientôt suivre le même chemin. 44% des français achètent sur Amazon au moins une fois par an. La part de marché d’Amazon en France ne serait pas de 20% du e-commerce mais plutôt de 40%. Dans des secteurs comme le multimédia et le petit bricolage elle est même de 60%.

**> Le Monde, Amazon : symbole de l’hyperpuissance contestée des GAFA, 7 novembre 2020**

**> LSA Conso,** [**[Baromètre] L’e-commerce non-al se maintient mais le transport se grippe**](https://www.lsa-conso.fr/barometre-exclu-l-e-commerce-non-al-se-maintient-mais-le-transport-se-grippe,345865)**, avril 2020**

Le commerce physique textile a perdu 17% de son chiffre d'affaire entre 2007 et 2019 et 20% de plus en 2020. A la faveur du confinement, l’e-commerce est passé de 15 à 23% du commerce de vêtements et de chaussures.

> **Le Parisien,** [**Habillement : les ventes en ligne, bouée de sauvetage pour le secteur textile**](https://www.leparisien.fr/economie/consommation/habillement-les-ventes-en-ligne-bouee-de-sauvetage-pour-le-secteur-textile-16-09-2020-8385483.php)**, septembre 2020**

**2. Vendre sur les sites des géants du e-commerce n’aidera pas les PME françaises**

Les PME françaises ne représentent qu'environ 4,7% des vendeurs sur Amazon.fr. Les géants du e-commerce se battent sur les prix et attirent volontairement des sociétés écrans et des vendeurs chinois qui fraudent la TVA et vendent de la contrefaçon.

>  **CDN - Market Place Pulse, Market Places Year in Review, 2019**

211 859 vendeurs tiers actifs sur Amazon.fr. D’après les chiffres annoncéspar Amazon le nombre d’emploi induit par les PME françaises vendant sur sa market place sont de + 10 000. Donc même en considérant qu’il ne s’agit que de sociétés unipersonnelles, elles ne représentent que 4,7% de ce montant total.

98% des vendeurs des places de marchés d'Amazon.fr et CDiscount.fr fraudent la TVA.

**> LSA,** [**Bercy dénonce une fraude à la TVA sur Cdiscount et Amazon,**](https://www.lsa-conso.fr/bercy-denonce-une-fraude-a-la-tva-sur-cdiscount-et-amazon,335426) **9 décembre 2019**

Aux Etats-Unis, Amazon exploite les petits vendeurs et les contraint à ne pas vendre moins cher ailleurs tout en intégrant le prix du stockage et de la livraison 24h dans leur marges.

**> Stigler Center - Chigaco Booth School of Business,** [**Pro Market : How Amazon's Pricing Policies Squeeze Sellers and Result in Higher Prices for Consumers**](https://promarket.org/2019/08/23/how-amazons-pricing-policies-squeeze-sellers-and-result-in-higher-prices-for-consumers/)**, août 2019**

Amazon est accusé par la Commission européenne d’abuser de sa position en France pour avantager ses offres ou celle des petits vendeurs lui payant de sommes supplémentaires par rapport aux autres. Elle a même été accusée de copier les produits des vendeurs pour lancer ses propres lignes.   
**> France info,** [**Bruxelles accuse Amazon d'avoir enfreint les règles européennes de concurrence,**](https://www.francetvinfo.fr/internet/amazon/bruxelles-accuse-amazon-d-avoir-enfreint-les-regles-europeennes-de-concurrence_4175919.html) **10 novembre 2020 > Le Monde,** [**Amazon aurait utilisé des données de vendeurs tiers pour lancer des produits concurrents,**](https://www.lemonde.fr/economie/article/2020/04/23/amazon-aurait-utilise-des-donnees-de-vendeurs-tiers-pour-lancer-des-produits-concurrents_6037576_3234.html) **23 avril 2020**

**3. 20 projets de sites Amazon supplémentaires à venir avec la complicité du Gouvernement**

Amazon compte ouvrir 20 projets d’entrepôt de centre de tri et d’agence de livraison supplémentaires en France. Si ces projets voient le jour, c’est au moins 100 000 emplois dans le commerce qui seront détruits en France.

**> Enquête réalisée par les Amis de la Terre**

Amazon compte ouvrir 5 à 10 agences de livraisons par an. Ces agences livrent une zone géographique définie et concurrencent directement le commerce local. La moyenne de colis livré par agence de livraison est de 30 000 par jour pour 50 salariés et 200 à 250 livreurs sous traitants. Le CA de ces agences de livraison Amazon est de 1662,87 euros par jour par employé, soit 606 947 euros par an par employé. Or, la productivité du travail des commerces traditionnels est de 272 000€ par an pour 1 emploi ETP.

> **Les Echos,** [**Et pendant ce temps-là : Amazon tisse sa toile en France**](https://www.lesechos.fr/pme-regions/actualite-pme/et-pendant-ce-temps-la-amazon-tisse-sa-toile-en-france-1261244)**, 2 novembre 2020, Articles de presses sur les agences > Les Amis de la Terre, Attac et Solidaires, Immersion dans le modèle Amazon, novembre 2019 > Base de donnée INSEE-ESANE 2017**

Pourtant, depuis 6 ans, Emmanuel Macron, son Gouvernement et sa majorité à l’Assemblée soutiennent l'expansion d'Amazon en France:

* Le Gouvernement a exclu les entrepôts de e-commerce du moratoire demandé par les membres de la Convention citoyenne pour le climat.
* Il refuse d’imposer l’annulation Black Friday 2020 (alors que ces journées de promotions très agressives et parfois artificielles sont déjà interdites par la loi)
* La majorité refuse également de soumettre les sites de e-commerce à une taxation plus équitable.

Document réalisé par l’ONG ‘’Les Amis de la Terre’’ ( [www.**amisdelaterre**.org](http://www.amisdelaterre.org) ) et proposé par ‘’Le chaudron des alternatives’’ ( <https://chaudrondesalternatives.fr> )